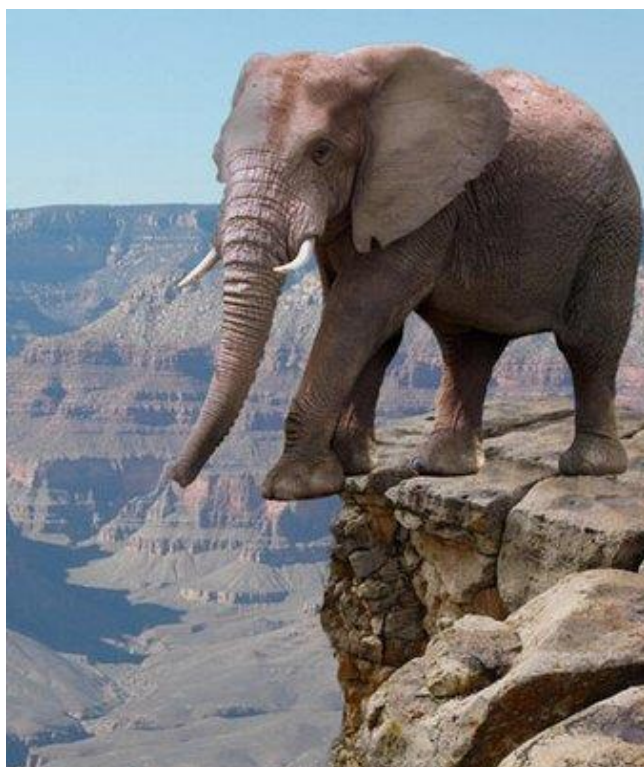


# Garde-fous



*L'utopie est comme l'étoile polaire : inutile de l'atteindre pour ne pas perdre pas le nord*

En 2016, Donald Trump est élu par une minorité de citoyens démunis qui espèrent aveuglément un «changement» et le retour de la «grandeur». En 2017, un référendum à fleur de peau précipite le Royaume-Uni dans l'aventure du Brexit. Il y a quelques semaines, désespérant de l'État, les Gilets Jaunes bloquent les routes. Des casseurs en profitent pour libérer leur rage. Mis en perspective, l'accès de fièvre britannique tout comme le coup de théâtre américain ressemblent plus à une réaction auto-immune (un scénario où le corps, croyant se protéger, s'attaque lui-même) qu'à un choix politique. Trump, de son côté, n'est pas qu'une aberration du mécanisme électoral américain : c'est le déchet toxique prévisible d'une démocratie supplantée par une oligarchie financière, et d'un système qui n'a que faire du lien entre les humains ni de l'avenir de la planète. Avocat de l'amiante et du charbon, négationniste climatique, renégat des accords de Paris et des autres, le président n'est pas pour autant climato-sceptique : cela impliquerait un minimum d'argumentation. Il s'agit plutôt d'un spécimen cynique du *capitalisme financier mondialisé dérégulé* où sombre le néolibéralisme contemporain sous prétexte d'autorégulation du marché et par haine de l'État. Cette spéculation sans entrave ne boude pas le protectionnisme quand elle y trouve intérêt, mais il ne s'agit en réalité que de prédation sans frontière, fonctionnant sur le mode du «tout et tout de suite», sans souci de la vulnérabilité du tissu social ni de la fragilité des équilibres naturels, avec pour seule devise : «Après moi le déluge».

Le *capitalisme industriel n'était pas tendre* – toute protection sociale a été enlevée de haute lutte – mais il plaçait la production de biens et de services avant celle des dividendes. Ces derniers selon la CGT ont quintuplé en 25 ans, au prix notamment d'une réduction des coûts de production. D'une part en «rationalisant» le travail via sa délocalisation dans des zones déshéritées échappant à la sécurité

sociale. D'autre part en éludant l'impôt — source principale de la solidarité collective. Une telle rationalisation, qui invite chacun à devenir «entrepreneur de soi-même» (uberisation du travail), repose sur divers postulats idéologiques, tels le «ruissellement» de la richesses des nantis sur les autres et l'«évidente supériorité» - jamais démontrée - du Privé sur le Public. De plus, à la manière d'une pyramide de Ponzi, un tel mécanisme ne peut prêcher - jusqu'à son effondrement - que la «croissance» sans limite et la consommation à outrance — sans souci des capacités de l'emprunteur (crise des subprimes) ni de celles des ressources planétaires (raréfaction de l'eau). La priorité accordée aux plus-values apparaît crûment dans les réductions de personnel imposées à des sites de production rentables mais susceptibles de rapporter plus — ou dans des fermetures d'usines pour doper la Bourse. Plus généralement, quand la libre concurrence mondialisée met une entreprise en difficulté et que le salaire pèse lourd dans la balance, les conditions de travail se dégradent. Obligés à plus de productivité, ceux qui ont échappé au licenciement ne voient plus en leurs collègues que des rivaux. Le burnout entre en scène. La solidarité s'effiloche. La méfiance s'installe et le sentiment d'impuissance débouche sur la désignation de boucs émissaires : les migrants font l'affaire.

**Plus insidieusement**, le *New Public Management* s'efforce d'appliquer aux Services Publics les critères d'efficacité d'une logique vouée à l'augmentation des seuls profits financiers. Peu importe la rentabilité sociétale d'une institution. Le slogan veut qu'un hôpital, une université, soient des «entreprises comme les autres» et que leur évaluation relève des mêmes critères managériaux. Les conséquences de cette marchandisation sont délétères. À Bruxelles, le délabrement kafkaïen du Palais de Justice symbolise à lui seul la souffrance entretenue des magistrats et la dégradation programmée d'institutions soumises à des normes de «productivité» sans rapport avec leurs missions. Mais sans doute le SPF-Justice bénéficie-t-il d'un traitement particulier : avec leur manie d'imposer le respect des formes, de produire sans cesse jugements et «arrêts», les juges constituent des obstacles tenaces à la circulation dérégulée des flux financiers. Le budget de la santé de son côté est élevé et l'idéologie managériale tente d'y remédier. De ce point de vue, la détérioration des conditions de travail en milieu hospitalier et l'incohérence têtue de la Ministre de la Santé apparaissent limpides. En effet, mettre à mal le secret professionnel (une garantie démocratique majeure), imposer aux psychologues les procédures de la techno-médecine des organes, standardiser la relation clinique, pénaliser l'aide médicale urgente, segmenter et quantifier les actes pour mieux les contrôler, permet le moment venu de transférer l'ensemble du système «clef sur porte» sur le marché privé des assurances de santé — en dépit de la dualisation de la médecine et du surcroît de dépenses publiques entraîné par ce genre d'opération (Pays-Bas, 2006).

**Dans notre société en rupture de transmission** - où il ne reste souvent d'affiliation valorisante qu'à son club de football - *le travail* constitue non seulement un facteur de sécurité économique mais tout autant d'apaisement identitaire et de maillage social. Les entreprises de ce point de vue sont non seulement productrices de biens et de services, de dividendes et de plus-values, mais tout autant de valeur-travail en tant qu'ancrage personnel et collectif. Ne pas en tenir compte (Proximus, 2019) participe de l'incivisme et ouvre la porte à toutes les régressions. D'autant plus que la paresse de la démocratie, en ne cessant de confondre *l'égal avec le même* plutôt que de construire *l'égalité dans la différence* (des fonctions, des générations, des cultures, des genres), excelle à brouiller les cartes. À un point tel qu'une des rares bonnes nouvelles du siècle passé – l'instauration progressive d'une égalité entre les femmes et les hommes – puisse être vécue par des mâles fragilisés comme un péril majeur. De même pour le métissage culturel. Pour les éclopés de l'identité, les orphelins du travail, les exilés de la consommation, la présence «étrangère» apparaît comme un empiètement. Le passage à l'acte raciste ou sexiste est toujours tapi sous la porte. En fait, il s'agit d'une constante anthropologique. La *relation d'emprise* (maîtrise de l'autre) et la *xénophobie* (peur de l'étranger) constituent le réglage par défaut du rapport aux semblables : c'est vers quoi tendent toutes les régressions et c'est de quoi jouent ceux qui attisent les angoisses identitaires. Ce faisant, ils organisent le malheur de tous car en ces temps extrêmes il n'est d'autre issue que la *solidarité*.

**Celle-ci n'a rien d'éthéré.** Il s'agit du noyau dur et rationnel d'une éthique de la réciprocité appuyée sur *les conditions de survie* de notre espèce : dépourvue de comportements instinctifs, celle-ci ne doit

sa perpétuation qu'à une culture sans pareille de la coopération. La *déficience de l'instinct* cependant impose un rapport intense et prolongé des petits au corps tutélaire des adultes. L'excitation qu'il implique débouche sur un *désir de vivre* marqué du sceau du «tout et tout de suite» — alors que la survie collective exige l'échange et la réciprocité, la patience et la médiation. C'est l'enjeu de toute éducation. De même, c'est le sort de toute culture d'avoir à concilier «pulsion» et «civilisation» (Freud). Or, il apparaît que le «tout et tout de suite» du capitalisme financier dérégulé - qui fonctionne sur un mode pulsionnel débridé - impose sa loi. Idéologiquement, la solidarité devient un délit. En même temps, les indices sociétaux témoignent de la ruine du tissu social alors que les marqueurs écologiques annoncent des bouleversements climatiques et migratoires sans précédent.

**Réduite à un «grand marché»**, l'Europe abdique toute ambition politique. Corrélée en premier avec la solitude, en second avec le chômage, la dépression est en passe de devenir la première cause d'invalidité au monde (OMS). Le suicide au travail explose. L'euthanasie pour «fatigue de vivre» sert de prime de départ à ceux qui ne veulent plus rester (MRS). Climatiquement, selon le GIEC, il ne reste que douze ans pour inverser la tendance. Humainement, selon toute apparence, la violence planétaire qui s'annonce risque d'être sans merci. Que faire sinon s'atteler à l'optimisation et à la redistribution des ressources ? Que choisir sinon l'austérité plutôt que les chimères de la «croissance» ? Qu'inventer sinon une démocratie libérée de la démagogie et du carriérisme politique ? Qu'espérer sinon l'avènement d'un État capable de trancher, planifier, cadrer, tout en soutenant l'initiative et la créativité ? Utopie ? Sans aucun doute. Mais avons-nous d'autre choix qu'entre l'utopie et le gouffre ?

*Francis Martens \**  
31 décembre 2018

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/notre-societe-est-en-rupture-de-transmission-les-effets-indesirables-du-new-public-management-5c376e5a7b50a60724976418>

\* Psychologue , anthropologue, psychanalyste

Président de la Fédération Nationale des Psychologues Praticiens  
d'Orientation Psychanalytique de Belgique, *APPPsy*

in *La Libre Belgique*  
Bruxelles, 11 janvier 2019